

PER
C-621
CON

COMMERCE MONTREAL

LUNDI, 22 SEPTEMBRE 1969
VOL. XXVI — NO 3



ANNÉE 1968-69: ACTIVITÉ ET ORIENTATION DE LA CHAMBRE

Lors de l'assemblée annuelle de la Chambre du 10 septembre 1969, le président sortant Samuel-L. Gagné a fait une brève revue de l'activité et de l'orientation de la Chambre ainsi que quelques commentaires sur les principaux événements qui ont marqué l'année écoulée. Voici quelques extraits de cette allocution.

"L'année qui s'achève en aura été une de restructuration et de consolidation, après celle du grand déménagement de la rue St-Jacques à la Maison du Commerce au cours d'octobre 1967.

En même temps, votre Chambre a continué de concentrer ses efforts sur les objectifs qui sont sa raison d'être de par sa constitution et dans le contexte québécois et canadien actuel.

Parmi les diverses préoccupations qui traduisent ces objectifs, permettez-moi d'attirer votre attention sur les suivantes:

Education et formation économique

A la suite de prises de position répétées, la Chambre a obtenu des résultats importants: le programme de l'en-

seignement commercial au niveau secondaire a été grandement modifié et amélioré; l'enseignement commercial offert au niveau collégial est beaucoup mieux adapté aux besoins de l'économie, notamment par une formation générale plus poussée et l'addition de cours de formation économique et d'initiation aux affaires; les stages pratiques au niveau de l'enseignement commercial à la CECM ont pris de l'expansion et sont maintenant offerts aux professeurs comme aux étudiants de la douzième commerciale; une nouvelle législation contrôle l'enseignement offert par les institutions privées; enfin, des indications précises permettent d'espérer que le ministère de l'Éducation offrira bientôt dès l'élémentaire des cours d'initiation à la vie économique de tous les jours.

Toute cette action de la Chambre au cours des dernières années a débouché sur le congrès de juin au Manoir Richelieu. Les recommandations du congrès, couvrant, entre autres, l'orientation des étudiants vers le marché du travail, une meilleure intégration des structures au ministère de l'Éducation, la revi-

(suite à la page 2)

INSCRIVEZ-VOUS AUX COURS DE LA CHAMBRE

Les techniques de la vente débute le 29 septembre 1969

Les techniques d'exportation débute le 20 octobre 1969

Pour tous renseignements: 866-2861

PROGRAMME 1969-70 DE VOTRE CHAMBRE:

Croissance économique par une action concertée

La croissance économique

La croissance économique de la région métropolitaine, et partant du Québec et du Canada tout entier, voilà le programme d'action de la Chambre pour le prochain exercice et les prochaines années. Or, la croissance économique de Montréal est étroitement liée à son expansion industrielle, à la qualité et à la quantité de sa main-d'oeuvre, à l'utilisation optimum du capital mis à la disposition des divers agents économiques, à l'exploitation scientifique de la terre et des ressources naturelles et à une exploitation plus agressive des marchés. La Chambre doit faire les études et les pressions nécessaires pour que

1. le gouvernement de la Province fasse l'inventaire de ces facteurs de croissance économique;
2. les évalue et
3. les oriente de manière à satisfaire de façon optimum les besoins de consommation et de travail de chaque Québécois.

Les dernières prévisions d'investissements publics et privés du ministère de l'Industrie et du Commerce (Ottawa) en 1969 par rapport à 1968 nous ont convaincus de la nécessité et de l'urgence d'une **action concertée** dans ce domaine: Toronto, hausse de 17%; Montréal, baisse de 8%; Canada, hausse de 9%.

De plus, la valeur totale des permis de construction enregistrés dans la métropole depuis janvier dernier (1er semestre) est de \$25,730,018 inférieure à la valeur totale des permis accordés durant le premier semestre 1968 (\$62,779,614 en 1969 et \$88,509,632 en 1968 pour le 1er semestre).

Une action concertée

Pour réaliser son mandat, la Chambre croit qu'il est urgent d'établir une action concertée des divers agents économiques, privés et publics (Ministères, institutions publiques et privées, associations syndicales, patronales et professionnelles, chambres de commerce, milieux de l'éducation, tous les individus) afin d'assurer la croissance économique du Québec. Il faut que, dès maintenant, chacun de ces agents économiques mette en oeuvre les mécanismes nécessaires en vue de satisfaire aux exigences de la population du Québec qui augmente rapidement:

1. en nombre (plus de consommateurs mais aussi un plus grand besoin d'emplois à offrir) et,
2. dont le degré d'instruction croît plus rapidement encore (des consommateurs donc plus exigeants et une main-d'oeuvre plus qualifiée, d'où la nécessité d'offrir des emplois qui don-

(suite à la page 6)

ANNÉE 1968-69...

(suite de la page 1)

sion des normes budgétaires et la nécessité pour le gouvernement d'accélérer les paiements des octrois, une meilleure utilisation de l'équipement et des immeubles scolaires, l'urgence de restructurer l'enseignement élémentaire et secondaire sur l'île de Montréal, — restructuration devant être faite en fonction de la langue — l'intégration de la dimension économique dans tous les cours au programme, etc.

Je voudrais insister sur une dernière recommandation présentée à maintes reprises par la Chambre, notamment à la Commission Tremblay et à la Commission Bélanger, à savoir: la nécessité et l'urgence de remettre en exclusivité aux municipalités l'impôt foncier et que le gouvernement provincial assure le financement de la chose scolaire.



la chambre de commerce du district de montréal

EXECUTIF: MM. Samuel-L. Gagné, président de la Chambre; Antonio Rainville, président du Conseil; Roger Beauchemin, 1er vice-président; Roger Larose, 2e vice-président; Claude Ducharme, trésorier honoraire; Jean DesRosiers, secrétaire honoraire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION: MM. Gaston Bertrand, Roger Bisson, Jean Boulanger, Paul-E. Carrière, Bernard G. Côté, Raymond A. Crépault, Guy Crevier, Jean-Claude Delorme, Arthur de Palma, Frédéric Dréville, Paul Dumas, Emile Girardin, Guy Godbout, Alfred-A. Goulet, Norman Hébert, Mme Henriette Girard-Larocque, MM. Raymond Lavoie, Wilfrid Major, Charles E. Marceau, Yves Ménard.

Fondation pour la recherche et l'éducation économiques

Au cours de l'assemblée générale de septembre 1968, la Chambre dévoilait un projet de fondation pour la recherche et l'éducation économiques. La Chambre désire que cette fondation soit un organisme indépendant du mouvement Chambre de commerce, du mouvement syndical et du mouvement patronal, regroupant tous les intéressés à la promotion économique des Canadiens de langue française et constituée pour encourager et améliorer, coordonner et appuyer les efforts actuels dans le domaine de l'éducation économique. L'organisme collaborera étroitement avec des organisations semblables à travers le monde et particulièrement aux Etats-Unis.

Options constitutionnelles

La Chambre avait consacré son congrès 1968 à l'étude de l'incidence économique des principales options constitutionnelles. Au cours de l'année écoulée, elle a collaboré avec le comité de la Chambre provinciale à la rédaction finale de l'étude sur les conséquences économiques de ces options.

Administration métropolitaine

La Chambre croit que la métropole souffre sérieusement du manque de coordination administrative de la région métropolitaine. Le mal s'aggrave d'année en année.

Le problème est à l'étude depuis des années. Ce ne sont pas les rapports qui ont manqué. Pour sa part, la Chambre en a présenté au moins

quatre en dix ans. Le ministère des Affaires municipales vient de soumettre un avant-projet aussitôt contesté par l'Union des Municipalités du Québec et par le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal.

L'autorité municipale est un prolongement de l'autorité du gouvernement du Québec. La Chambre est d'avis que le gouvernement doit prendre ses responsabilités en présentant à l'Assemblée nationale dès cet automne un projet de loi transposant dans les faits les recommandations du rapport Blier.

Grève dans les services publics

Malgré les craintes formulées lors de l'étude du code du travail en 1964, le gouvernement du Québec a jugé à propos d'accorder l'exercice du droit de grève dans les services publics. Après cinq années sous ce régime, la Chambre déplore la façon dont s'est exercé ce droit de grève et elle estime qu'il y a lieu de mettre en place des mécanismes de contrôle. Entre autres, il faut élargir les attributions du tribunal du travail, qui pourrait même interdire une grève mettant en péril la santé et la sécurité publiques. Pour aider le tribunal du travail, la Chambre recommande la création d'un secrétariat permanent chargé de la recherche, de l'information et de l'assistance lors de conflits.

De plus, la Chambre considère que les policiers, les pompiers et les agents de pénitenciers, compte tenu de la nécessité des services qu'ils dispensent, doivent continuer de recourir pour le règlement

de leurs conflits à un conseil d'arbitrage dont la sentence est exécutoire.

Terre des Hommes

Dès octobre 1958, votre Chambre lançait l'idée d'Expo 67. Dès 1965, dans un mémoire au ministre fédéral du Commerce, elle préconisait la permanence de Terre des Hommes. Elle a appuyé les programmes de 1968 et de 1969 et elle a multiplié les démarches pour 1970, convaincue que Terre des Hommes est un irremplaçable et insurpassable instrument de promotion touristique, non seulement pour Montréal et le Québec, mais bien pour tout le Canada.

Quant à la modalité administrative, cependant, la Chambre serait plutôt en faveur d'une régie type Place des Arts. Il n'y a aucune raison que la Ville de Montréal continue d'être le seul bouc émissaire dans une entreprise qui profite peut-être davantage à tant d'autres.

Il y aurait encore beaucoup de thèmes à commenter, (suite à la page 7)

OLIVETTI UNDERWOOD



**DACTYLOGRAPHERS
MANUELS
ELECTRIQUES
&
PORTATIFS**

MACHINES A ADDITIONNER
PROTECTEURS DE CHEQUES
DUPLICATEURS, STENCILS etc.

CANADA DACTYLOGRAPHE INC.

ROSAIRE ARMAND
7035, AVE DU PARC **270-1141**

NOTRE SERVICE DE FORMATION DU PERSONNEL POURRAIT PEUT-ÊTRE COMPLÉTER LE VOTRE...

POUR VOS VENDEURS

notre cours de vente dynamique

POUR VOS CONTREMAITRES:

notre cours de leadership et communication.

POUR VOTRE PERSONNEL FÉMININ:

notre cours d'élégance féminine.

Informez-vous dès aujourd'hui



Pour devenir plus dynamique en pensées, en paroles et en actions

L'INSTITUT DE PERSONNALITÉ

Jean Guy Fabeuf

PALAIS DU COMMERCE, 1600 RUE BERRI
SUITE 213, MONTREAL 24, P.Q.

TEL. 842-8186

PER
C-62/CS

VOTRE NOUVEAU PRÉSIDENT: ROGER BEAUCHEMIN



Monsieur Beauchemin est associé de Beauchemin-Beaton-Lapointe, formé d'ingénieurs-conseils, vice-président du Conseil du Port de Montréal, vice-président et administrateur de Mont-Tremblant Lodge (1965) Inc., gouverneur de l'Hôpital Marie Enfant et de la Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal. Fils de Jules Armand Beauchemin et Marie Anne Gervais, Roger est né à Donnacona, le 20 mai 1923; il fit ses études au Mont St-Louis puis à l'École Polytechnique dont il obtient un B.Sc.A. en 1950. De 1945 à 1949, il fit ses premières armes à la Shawinigan Engineering Co., comme étudiant durant les mois d'été et de 1950 à 1955, il fut à l'emploi de Canada Cement Co.; depuis 1956 il est associé de Beauchemin-Beaton-Lapointe. Il est marié à Andrée Décarie et père de quatre enfants. M. Beauchemin est membre de la Corporation des Ingénieurs Professionnels de Québec, de l'Association des Ingénieurs Conseils du Canada, de l'Institut des Ingénieurs du Canada, de l'American Concrete Institute, de l'Institute of Traffic Engineers et de plus plusieurs autres associations techniques; il est également membre du Cercle Universitaire ainsi que des Clubs St-Denis et Laval-sur-le-Lac.

Membre de la Chambre depuis le 2 décembre 1957, ses innombrables activités au sein des divers comités de la Chambre et comme représentant de la Chambre auprès de plusieurs organismes sont autant de garanties du dynamisme qui marquera certainement votre nouveau Président.

Voici le texte de l'allocution de Monsieur Beauchemin lors de l'assemblée annuelle du 10 septembre 1969.

"En assumant la présidence de votre Chambre, je suis conscient de la lourde responsabilité qui m'est transmise et du témoignage de confiance dont vous m'honorez.

Je vous remercie de cet honneur et j'espère m'en rendre méritant durant l'année qui commence. Tant qu'à la tâche, je dois vous dire que je me sens fort des appuis que la Chambre m'apporte.

Je me sens fort des quelque 4,000 membres qui par le simple fait d'adhérer à la Chambre, la créent, la font cette Chambre. Chaque nouvelle adhésion la rend encore plus forte, plus apte à jouer son rôle et accroître son action. Cette année, comme on vous l'a déjà dit et tel

que donné dans la pochette qui vous a été remise, cette action se concentrera sur l'Expansion Economique de notre région, sur la nécessité de créer de nouvelles entreprises, de nouveaux emplois.

Je me sens fort des six à sept cents entreprises, membres corporatifs de la Chambre qui lui assurent une stabilité que seuls les membres individuels ne sauraient lui apporter. C'est un apport important et volontaire de leur part. Tellement important, qu'en Europe, si on est une entreprise et qu'on fait des affaires, et bien, on contribue à la Chambre de Commerce locale. C'est la loi. Et quand je dis Europe, je parle de toute l'Europe, aussi bien des pays supposément capitalistes, socialistes ou communistes.

Je me sens fort des comités, de tous ces membres qui contribuent généreusement de leur temps précieux à examiner des problèmes, écrire des rapports, faire des recommandations sur des sujets, le plus souvent extrêmement complexes et à organiser les manifestations sans lesquelles la tâche du conseil serait impossible.

Je me sens fort du conseil qui en définitive prendra les décisions, un conseil dont je suis fier et sur lequel je peux compter. Il en est de même pour les membres de l'Exécutif qui sont d'ailleurs membres du conseil.

Je me sens fort du secrétariat, de ces bourreaux de travail qui oeuvrent continuellement pour la Chambre.

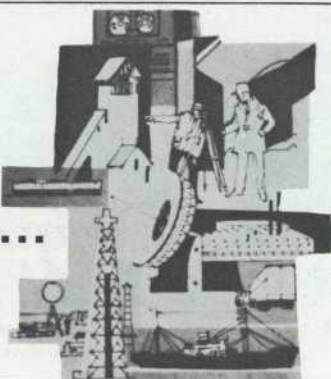
Je me sens fort de l'appui du président du Montreal Board of Trade, my good friend Barry Porteous.

Tel que l'a demandé monsieur le ministre Beaudry avant hier, nous avons l'intention de collaborer dans une action concertée avec tous les organismes et ministères pour pousser l'Expansion Industrielle de la région montréalaise, et je sais que le Montreal Board of Trade, avec qui nous entretenons des relations de plus en plus amicales et avec qui nous partageons tant de choses, saura faire sa part.

Je me sens fort de ma femme Andrée, ici présente, qui devra nécessairement endurer des absences, des retards et des sorties.

Je me sens fort de l'appui du président du conseil, Samuel Gagné, qui vient de terminer à la présidence de la Chambre. Samuel Gagné a été d'un enthousiasme débordant et d'un dévouement inlassable pour notre organisme. Je sais qu'il a mis un tas d'autres occupations de côté pour s'occuper presque exclusivement de la Chambre et qu'il désire encore s'en occuper. Je sais que je peux compter sur ses précieux conseils et sur son expérience, et en votre nom je désire le remercier sincèrement pour la tâche accomplie."

**IL Y A
PLUS QUE
L'ARGENT...**

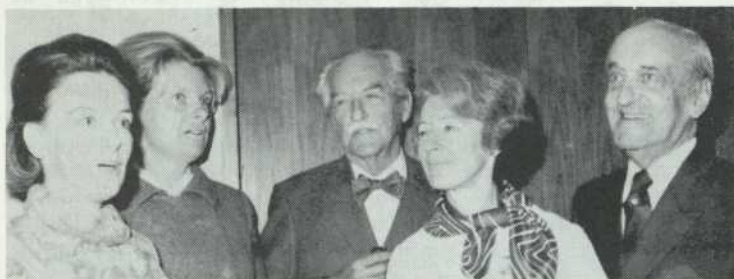


Savoir où se lancer, savoir quand le faire, savoir comment parvenir aux résultats désirés, cela implique des connaissances étendues et une juste appréciation de la situation financière existante. Nos conseillers financiers sont à votre service. Consultez-nous sans obligation de votre part.

Banque Canadienne Nationale

la banque qui compte le plus grand nombre de succursales au Québec

40 ANS À LA CHAMBRE



Ces trois jolies dames n'étaient pas au monde que ces deux messieurs devenaient membres de votre Chambre. En effet MM. Perreault et Duclos se voient décerner un certificat attestant qu'ils sont membres depuis 40 ans.

Nous apercevons sur cette photo madame Samuel-L. Gagné, madame Roger Beauchemin, monsieur Jean Julien Perreault, madame Mercier et monsieur Louis-H. Duclos.

NOUVELLES DU BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

PRODUIT INTERIEUR REEL L'indice du produit intérieur réel, corrigé des variations saisonnières, a régressé de 0.6% au deuxième trimestre et atteint 150.5 contre 151.4 (indice rectifié du premier trimestre).

TRANSPORTS Le rapport intitulé *Airport Activity Statistics, 1968*, qui paraît pour la première fois, donne la statistique des vingt-cinq principaux aéroports du Canada depuis 1963 jusqu'à la fin de l'année civile 1968.

EDUCATION On estime qu'en 1969-1970 il y aura 18,397 maisons d'enseignement en activité, soit 4.5% de moins qu'en 1968-1969. Les dépenses globales d'enseignement sont estimées à 7.3 milliards de dollars en 1969. Environ 50% des immobilisations aux niveaux élémentaire-secondaire ne sont pas comprises dans les dépenses.

CONSTRUCTION En juin, il y a eu 18,787 mises en chantier d'unités de logement, contre 18,190 en juin 1968.

MAIN-D'OEUVRE Selon des estimations provisoires, la rémunération hebdomadaire moyenne a été moins élevée en juillet qu'en juin dans la fabrication, la moyenne d'heures par semaine et la rémunération horaire moyen-

ne ayant diminué. Dans l'extraction minière, la diminution de la rémunération horaire moyenne a annulé d'augmentation de la moyenne d'heures par semaine et la rémunération hebdomadaire moyenne n'a presque pas varié.

COMMERCE Au cours de la semaine terminée le 16 août 1969 les ventes des grands magasins ont dépassé de 0.5% celles de la semaine correspondante de 1968.

FABRICATION La production de lingots d'acier de la semaine close le 30 août 1969 a été de 88,053 tonnes, soit une augmentation de 2.9% par rapport à celle de la semaine précédente (85,554 tonnes).

AGRICULTURE ET ALIMENTATION La valeur totale de la production des produits de l'étable a été de 12.0 millions de dollars en 1968, soit un peu plus qu'en 1967 (\$11.2 millions). La valeur du sirop d'érable s'est élevée à 11.4 millions de dollars et celle du sucre d'érable fabriqué à la ferme, à \$282,000.

Vous pouvez obtenir des détails au sujet de ces nouvelles en vous adressant à votre Service de renseignements (Marie-P. Durocher, 866-2861).

Nouveau secrétaire général à la CIQ: un membre de la Chambre

Le 16 juillet dernier, le Conseil approuvait l'engagement de monsieur Jacques Soucy, ing. en tant que secrétaire général de la CIQ: il est entré en fonction le 4 août 1969.

Monsieur Soucy est né à Montréal, le 22 novembre, 1923, il obtint son diplôme d'ingénieur de l'Ecole Polytechnique en 1948 dans l'option Mécanique-Electricité.

L'expérience passée de monsieur Soucy en fait un candidat naturel au poste de secrétaire général. En effet, depuis 1964, il était le directeur général du Centre d'Organisation Scientifique de l'Entreprise (COSE) où ses vastes responsabilités embrassaient des activités pédagogiques, des relations extérieures, de l'administration et des affaires budgétaires.

Avant de se joindre au COSE, Monsieur Soucy fut ingénieur en chef adjoint, division de la recherche et du développement, de la compagnie Sicaud Inc. pendant trois ans. Il fut également ingénieur projeteur avec la firme C.D. Howe de 1951 à 1961, et au service de la compagnie Dupont du Canada pendant les trois premières années après l'obtention de son diplôme.

Notre nouveau secrétaire général a œuvré sur divers comités d'associations et de corporations. Entre autres, membre du comité de la CIQ de l'ingénieur salarié, direc-

teur le l'Association des Parents du Collège Regina Assumpta et conseiller de l'Association des Parents d'Elèves du Collège André-Grasset; au sein de l'Engineering Institute of Canada, il fut conseiller de la section de Montréal et président de la Section Junior. Monsieur Soucy est membre de la Chambre de commerce de Montréal, du Centre des Dirigeants d'Entreprises, du Canadian Council of Management Associations, de Canadian Industrial Trainer's Association, etc.

Monsieur Jacques Soucy est marié et père de deux enfants: il est membre de la Corporation depuis 1948.

NOUVEAU MAIRE D'OUTREMONT

Félicitations à monsieur Pierre DesMarais II pour son élection à la mairie d'Outremont. A cause de ses nouvelles fonctions, monsieur DesMarais s'est vu forcé de démissionner du Conseil d'administration de la Chambre en vertu du règlement 33 qui affirme que "l'office d'administrateur de la Chambre est incompatible avec tout office électif gouvernemental ou municipal".

Toute notre collaboration vous est acquise monsieur le maire; nous vous offrons nos meilleurs vœux de succès.

Photo de la remise de la peinture à M. A. Rainville



Lors de l'assemblée annuelle du 10 septembre 1969, le président Samuel-L. Gagné a remis à monsieur Antonio Rainville un tribut d'hommage de la Chambre pour le remercier des insignes services qu'il a rendus à tous les membres dans toutes les charges qu'il a si magnifiquement remplies.

MANIFESTATIONS,
DÉJEUNERS-CAUSERIE,
RÉUNIONS DE COMITÉS,
CONFÉRENCES, COURS,
COLLOQUES, ETC...

Les déjeuners-causerie hebdomadaires
de la saison 1969-1970 commenceront

À VOTRE AGENDA

LE MARDI, 21 OCTOBRE

à midi trente, en l'hôtel Mont-Royal
le conférencier:

MONSIEUR LE CARDINAL PAUL-ÉMILE LÉGER

tables réservées (5 personnes et plus)
Monique Leduc: 866-2861

N.B. — les tables ne sont retenues que jusqu'à 12 h. 30

Avez-vous votre livret d'abonnement

\$40. pour 10 billets

les avantages du livret:

- vous économisez \$10. (à la porte, \$5.)
- vous évitez l'attente
- vous les utilisez quand bon il vous semble, au cours de la saison
- vous prenez le nombre de billets dont vous avez besoin à chaque déjeuner — pour des invités, par exemple
- vous pouvez le prêter à des collègues, si vous le désirez; il n'est pas nécessaire que vous-même soyez présent

découpez et retournez à:

La Chambre de commerce du district de Montréal
Service des manifestations
1080, côte du Beaver Hall, 6e étage
Montréal 128

Veuillez me faire parvenir..... livret(s) d'abonnement
aux déjeuners-causerie hebdomadaires pour 1969-1970

Ci-joint mon chèque me facturer

NOM

CIE

ADRESSE



ASSERMENTATION DES MEMBRES DE L'EXÉCUTIF

L'assermentation des membres de l'Exécutif pour l'exercice 1969/70 devant monsieur le juge Châteauguay Perreault (au centre); vous reconnaissez, dans l'ordre habituel: M. Roger Larose, premier vice-président, M. Roger Beauchemin, président de la Chambre, M. Samuel-L. Gagné, président du Conseil, M. Claude Ducharme, deuxième vice-président, M. Jean DesRosiers, trésorier honoraire et enfin, M. René Provost, secrétaire honoraire.

**ON POURRA
OBTENIR LE TEXTE
INTÉGRAL DU
DISCOURS DE
MONSIEUR GAGNÉ
EN TÉLÉPHONANT À:
866-2861, POSTE 51.**

**MARION
ROBIC & ROBIC**
Fondée en 1892

**BRÉVETS D'INVENTION
MARQUES DE COMMERCE**

2100, rue DRUMMOND
TEL.: 288-2152

Clarkson, Gordon & Cie
Comptables Agréés

HALIFAX SAINT-JEAN QUÉBEC MONTRÉAL OTTAWA TORONTO
HAMILTON KITCHENER LONDON WINDSOR WINNIPEG
REGINA CALGARY EDMONTON VANCOUVER

- | | |
|-----------------|-----------------|
| R. V. BARNETT | W. J. SMITH |
| A. M. CAMIRAND | H. E. BELL |
| L. J. CARRIÈRE | H. M. CARON |
| W. A. FARLINGER | M. DENEGA |
| J.B. GICK | A. W. GILMOUR |
| J. P. GRAVELINE | G. GINGRAS |
| C. HOOVER | G. P. KEEPING |
| K. A. MACKENZIE | R. PEARL |
| M. A. MACKENZIE | R.H. SINCLAIR |
| R. NORMANDEAU | S. S. SUTCLIFFE |

ASSOCIÉS-RÉSIDENTS
MONTREAL - QUEBEC

PROGRAMME 1969-70 ...*(suite de la page 1)*

neront satisfaction à cette main-d'oeuvre).

L'action isolée d'un groupe ne peut en aucun cas, être suffisamment efficace; il faut utiliser les idées et les ressources de chacun pour trouver les moyens d'atteindre le but fixé. Une **action concertée** de tous les Québécois est nécessaire pour atteindre un objectif prioritaire au Québec: la croissance économique, condition indispensable si nous voulons atteindre nos autres objectifs sociaux, politiques et culturels.

C'est pourquoi votre Chambre, au cours de l'année 1969-1970, fera porter ses efforts dans deux directions essentielles:

A — Une Commission d'expansion industrielle

La Chambre créera dès septembre 1969, une Commission de l'expansion industrielle composée des présidents des divers comités de la Chambre responsables de l'étude d'un secteur de l'expansion industrielle. Les membres de cette Commission se réuniront une fois par mois pour mettre en commun les études en cours dans chacun des comités et aussi pour préciser davantage, s'il y a lieu, l'action des comités de la Chambre.

Le mandat du Comité de la Commission d'expansion industrielle pour le prochain exercice sera:

1. Inventorier des mesures prises pour stimuler l'expansion industrielle dans la région métropolitaine;
2. Inventorier des mesures prises dans ce sens par d'autres, notamment à Toronto, en Ontario, et dans d'autres pays;
3. Suggérer des mesures qui favoriseront l'expansion industrielle de la région métropolitaine.

La Commission se penchera particulièrement sur:

1. la consolidation des entreprises

Il est urgent que la petite et la moyenne entreprises entrent pour de bon dans le mouvement de consolidation de ses positions: soit par absorption, soit par fusion, soit par association.

Chaque entreprise de la région métropolitaine qui veut atteindre un volume d'affaires appréciable doit:

- constituer des équipes de "management" plus dynamiques;
- favoriser l'établissement de budgets de recherche;
- atteindre la dimension né-

cessaire pour l'accession des marchés des capitaux;

- consacrer une part importante de son énergie à prévoir et même à provoquer son évolution, sa diversification vers les secteurs économiques de grande expansion, tout en ne négligeant pas ce qu'elle fait déjà de bien.

2. La recherche et le développement

Un des facteurs essentiels du progrès économique des collectivités modernes réside dans la recherche scientifique et technique. Le Québec en est à ses tous premiers développements sous l'inspiration de professeurs dans nos universités. Dans l'entreprise québécoise, la recherche est quasi inexistante. D'autre part, le Québec n'a pas les moyens de faire de la recherche dans un seul but intellectuel.

Là où les Etats-Unis semblent jouir d'un avantage marqué, c'est dans leur habileté à intégrer les résultats de la recherche et du développement dans le processus général d'innovation, dans l'application (matérialisation) de cette recherche pour le financement des entreprises, la production, la mise en marché, la vente et le service.

Il importe que l'Etat, l'entre-

prise, les universités et, plus particulièrement, le ministère de l'Industrie et du Commerce exercent à ce sujet une **action concertée** qui pourrait s'inspirer de l'Ontario Research Foundation. Cette fondation a créé près de Toronto un centre qui, en plus de ses propres laboratoires, comprend ceux érigés par des sociétés engagées dans divers domaines d'activités industrielles.

Le Québec a besoin d'un centre intégré de recherche industrielle ayant pour objet la recherche en sciences pures et appliquées, effectuée soit dans ses laboratoires, soit dans ceux de l'Hydro-Québec, soit dans ceux des universités et des entreprises privées. Cet organisme planifierait et coordonnerait les travaux de recherche en vue de répondre aux besoins de l'industrie.

Le Comité de la recherche et du développement aura aussi la responsabilité de continuer l'étude de la création d'un Conseil provincial de la productivité, non pas orienté vers la recherche dans le domaine de la productivité, car c'est déjà fait en grande partie par le Conseil économique du Canada, mais plutôt orienté vers l'action auprès des entreprises pour favoriser les progrès effectifs de la productivité, sa promotion, etc.

(suite à la page 8)

Prenez le jet orangé qui vole vers Toronto et l'Ouest cinq fois par jour

Il est maintenant plus facile que jamais

de profiter de l'hospitalité de CP Air. Nous avons accru notre service vers l'Ouest à CINQ vols par jour.

Tous s'arrêtent à Toronto. Un fait escale à Ottawa. Tous vont vers l'Ouest — à Vancouver — et font escale à Winnipeg, Edmonton et Calgary, selon le vol.

Nous n'avons peut-être pas autant de vols que certaines compagnies aériennes, mais nous compensons par notre service sympathique.

Laissez-nous vous le prouver la prochaine fois que vous volerez vers l'Ouest. Prenez le jet orangé dans lequel l'hospitalité est mot d'ordre. Soyez exigeant et exigez de votre agent de voyages qu'il vous réserve un fauteuil dans un jet de CP Air.



ANNÉE 1968-69

(suite de la page 2)

mais le temps passe et je dois me censurer.

Je m'en voudrais toutefois de ne pas signaler certaines initiatives québécoises d'une particulière signification dans le contexte économique-social actuel: la création du Conseil général de l'industrie, que nous savons déjà très activement à l'oeuvre; le démarrage du Conseil du Patronat, qui s'est établi les priorités les plus vitales, dont celle du regroupement des entreprises québécoises; Québec Sait Faire! Enfin, la création du programme d'assistance financière de 50 millions à l'industrie de pointe, annoncée cette semaine par le ministre du Commerce et de l'Industrie et dont la région de Montréal devrait largement profiter, au bénéfice d'ailleurs de tout le Québec.

Je crois sincèrement qu'on doit aussi féliciter le gouvernement du Québec d'avoir retiré son bill 85 et créé une Commission d'enquête sur le statut de la langue française et les droits linguistiques au Québec. Il faut faire le point dans ce domaine.

Dans le même ordre d'idées, nous félicitons le gouvernement du Canada d'avoir fait adopter par les Chambres, devant un consentement national quasi unanime, le bill sur les langues officielles. Les gouvernements de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick méritent aussi de chaleureuses félicitations pour avoir aussitôt donné suite à l'esprit comme à la lettre du bill. Aussi une mention très spéciale au Protestant School Board of Greater Montreal qui a décidé de prendre les bouchées doubles vers "better French in English schools", selon la Gazette du 6 août.

A l'université du Québec, et en particulier à la deuxième université de langue française à Montréal, projet auquel la Chambre a consacré beaucoup d'énergie pendant plus de deux ans, nous continuerons de porter le plus grand intérêt.

Tout en reconnaissant les nombreux éléments valables du bill 10 déjà présenté en première lecture à l'Assemblée Nationale, la Chambre exprime les plus vives réserves à l'endroit du régime proposé de la société d'acquêts. La Chambre prie l'Assemblée Nationale de tenir compte des oppositions à ce régime formulées par le Barreau, les sociétés d'assurance et les sociétés de fiducie.

Au cours de l'année, la collaboration s'est accentuée entre votre Chambre, le Montreal Board of Trade, la Chambre provinciale et la Chambre du Canada. Nous souhaitons que cet esprit se maintienne et nous ne négligerons rien pour qu'il progresse.

Mesdames et chers collègues, votre Chambre poursuit sa route, fière de son passé et confiante dans l'avenir. Mais cet avenir, il ne pourra être que ce que nous voudrons bien le faire dans une action réfléchie et concertée. Dans le monde compliqué et extraordinaire de demain, les dilettances et les isolationnistes seront laissés pour compte.

Les jeunes veulent réinventer la FRATERNITE. Qui pourrait les en blâmer dans le désarroi actuel? Mais nous ne devons pas oublier que la FRATERNITE a été proposée il y a plus de 2000 ans aux hommes de bonne volonté. Tous les éléments de notre communauté doivent se donner la main.

Il vous arrive peut être de vous demander ce que la Chambre fait pour vous. Vous trouverez la réponse en lui donnant un appui sincère et efficace dans l'esprit que je viens de décrire.

Permettez-moi de terminer ces remarques en exprimant en votre nom et au mien notre sincère reconnaissance à tous ceux dont le dévouement a permis à votre Chambre de continuer dans la voie du progrès son service à la communauté.

COURS SPÉCIAUX DE CONVERSATION ANGLAISE

POUR DIRECTEUR OU EMPLOYÉS DE COMPAGNIES

PROGRÈS RAPIDES: 12 à 15 élèves par classe seulement.

MÉTHODE EXCLUSIVE: résultat d'études aux U.S.A. et en Europe

CONVERSATIONS ET DISCUSSIONS
SUR DES SUJETS PRATIQUES

ENTREVUES SUR DEMANDE



Institut de

CONVERSATION ANGLAISE

ÉCOLE DU SOIR DE HAUTE RENOMMÉE

SIÈGE SOCIAL - 575 EST, RUE JARRY
MONTRÉAL - 352

Tél. 279-0678

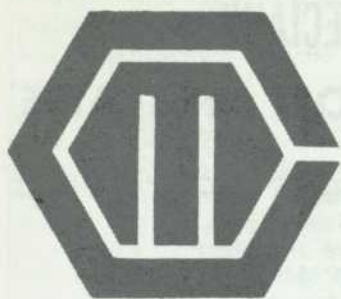
Économisez grâce aux "Jumeaux véritables"

L'intérêt sur votre épargne sera plus grand et les frais sur vos chèques moins élevés grâce aux comptes couplés: Compte d'Épargne Véritable qui rapporte un bon taux d'intérêt et Compte de Chèques Véritable.



La formule idéale de la
Banque de Montréal

La Première Banque au Canada



POSTES	POSTAGE
CANADA	
5C.	
10052	
MONTREAL	



Commerce Montreal
La Maison du Commerce
1080, côte du Beaver Hall
Montreal 128 Tel 866-2861

BUREAU DU DÉPÔT LEGAL,
SERV. PERIOD. BIBLIOT. NATION.
1700 RUE ST-DENIS,
MONTREAL 16, P. Q.

PROGRAMME 1969/70...

(suite de la page 6)
La Commission fera également porter ses efforts sur les domaines suivants:

1. les impôts et les taxes
2. l'industrie touristique
3. les relations industrielles
4. l'exportation
5. le port de Montréal
6. l'aviation
7. l'immigration
8. l'administration métropolitaine
9. l'habitation

B — Un Programme de Formation économique

Le Programme de Formation économique prendra appui sur cinq instruments fondamentaux:

A. La Fondation

Un montant assez appréciable a été recueilli en vue de la création d'une Fondation pour la recherche économique et la formation économique des Canadiens français.

Le Conseil d'administration continuera les efforts dans ce sens.

B. Les Editions Commerce

La Chambre a demandé l'incorporation des Editions Commerce organisme sans but lu-

cratif qui se chargera d'édition:

a. les textes et publications des congrès, colloques et cours de la Chambre et autres groupements du Québec qui s'occupent de promotion économique;

b. les textes et documents publiés en anglais par divers organismes tels que la Chambre de commerce des Etats-Unis, l'American Management Association, l'Association Canadienne d'Etudes Fiscales, la National Conference Board, le Joint Council on Economic Education dont elle pourrait assurer la traduction et la diffusion;

c. les études et les textes offerts à la Revue Commerce;

d. des textes pouvant servir de manuels scolaires dans le domaine de l'enseignement commercial à tous les niveaux.

A cause de la grande rareté de documents de langue française publiés au Canada dans le domaine de l'administration, de la comptabilité, de la vente, de la gestion du personnel, des relations publiques, des relations industrielles... etc...., "Les Editions Com-

merce" répondent à un besoin très pressant d'information économique adaptée à la réalité de notre milieu.

C. Un organisme sans but lucratif

La Chambre est à préparer l'incorporation d'un organisme sans but lucratif auquel elle remettra les droits de distribution au Canada et ceux de version française et d'adaptation canadienne obtenus du Joint Council on Economic Education (New York).

D. Les cours, stages et cliniques de perfectionnement

"La Chambre est l'université de l'homme d'affaires". Toutes les rencontres sont des occasions de se renseigner et d'apprendre. Les stages, cliniques et cours organisés par la Chambre sont directement orientés vers le perfectionnement personnel du membre ou la formation de ses employés, suivant les sujets, les méthodes et le temps qui leur conviennent le mieux. Entre autres sujets: Administration de la vente; Sélection du personnel; Les techniques de la vente; Publicité & Marketing; Leadership et communica-

tions; Les techniques de l'exportation.

E. Le Comité de l'enseignement socio-économique

Le mandat du Comité sera: Etablir une coordination des modes d'éducation socio-économique offerts aux étudiants à tous les paliers de l'enseignement élémentaire, secondaire, CEGEP et universitaire, en particulier:

1. voir à la mise sur pied d'une structure de coordination des stages dans l'entreprise, des journées d'information professionnelle et des visites industrielles aux niveaux secondaire et CEGEP;

2. promouvoir toute formule qui pourra favoriser un lien plus étroit entre l'école et le milieu économique, civique et social;

3. étudier la formule utilisée actuellement par le Montréal Board of Trade (Education Day) et suggérer aux administrateurs, s'il y a lieu, d'y participer et de quelle manière;

4. en collaboration avec le Comité consultatif de la C.E. C.M., étudier un nouveau programme de l'année scolaire.

AFRIQUE et AMERIQUE DU SUD

KENYA - ZAMBIE - RHODESIE - AFRIQUE DU SUD - BRESIL



KENYA: Nairobi — ZAMBIE: Lusaka et Livingstone
Le spectacle inoubliable des chutes Victoria
L'AFRIQUE du SUD: Johannesburg et Capetown
Quatre jours en autocar dans le parc Kruger pour voir la faune africaine
BRESIL: Rio de Janeiro (3 jours)

Un voyage sensationnel dans deux continents de l'hémisphère sud.

Direction personnelle Mlle Edmée HONE

Plus de 50 années d'expérience à votre service

VOYAGES HONE

1460, av. UNION, Montréal 111 — Tél.: 845-8221
Le mètre à notre porte — Station McGill-Union

Bientôt... il fera froid!

Dès maintenant songez à fuir le retour via l'Atlantique-Sud par South African Airways 5 au 26 novembre 21 jours — \$1,485. (Can)